

**SUJET DE SPÉ. SES
BAC GÉNÉRAL 2024
LIBAN/ALGÉRIE**

EC1 : MOBILISATION DES CONNAISSANCES

Dans une situation où l'action collective a un coût pour chaque individu et de potentielles retombées positives pour tous, y compris pour ceux qui n'ont pas participé, chacun a intérêt rationnellement à laisser les autres agir et se comporter en passager clandestin (Mancur Olson).

La situation est paradoxale : les individus ont un intérêt commun à se mobiliser, mais leur intérêt individuel les conduit à laisser les autres agir.

C'est un paradoxe car si chacun raisonne ainsi alors l'action n'aura pas lieu, alors même que les individus avaient un intérêt collectif à agir. Pour comprendre le paradoxe il faut concevoir que l'engagement dans l'action collective à un coût individuel (par exemple une retenue sur salaire pour une grève ou des éventuelles sanctions ou représailles de son patron), alors que le résultat de l'action (une hausse des salaires par exemple ou une amélioration des conditions de travail) est un bien collectif qui bénéficie à tous, y compris ceux qui n'ont pas participé.

Dans le cas d'une grève, la stratégie la plus rationnelle consiste à se comporter en passager clandestin.



EC2 : ÉTUDE D'UN DOCUMENT

QUESTION 1

Entre 1985 et 1996, la part du revenu national détenue par les 10% les plus riches a augmenté d'environ 25 points de pourcentage.

En 1985, ils se partageaient environ 22% du revenu national brut contre 47% du revenu national brut (presque la moitié) en 1996.

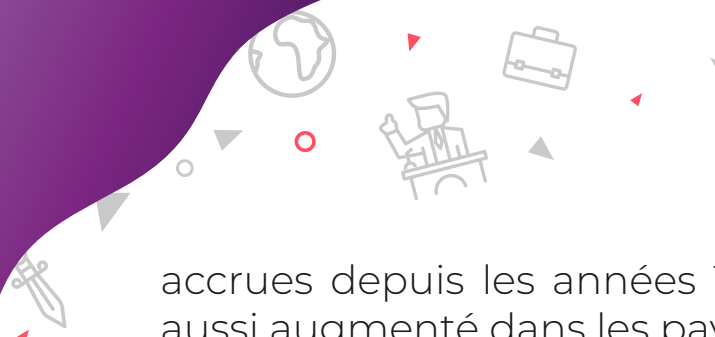
On constate ensuite une évolution en dents de scie entre 1996 et 2008 mais la tendance est clairement à la hausse. Les 10% des plus riches russes capturaient même environ 52% du total du revenu national brut, soit une hausse supplémentaire de 5 points de pourcentage entre 1996 et 2008.

Depuis, on observe une évolution à la baisse : les 10% des plus riches capturaient environ 45% du revenu national brut soit une baisse de 7 points.

QUESTION 2

Si, grâce au commerce international, les inégalités mondiales ont globalement reculé, ce n'est pas le cas des inégalités au sein des pays qui se sont au contraire accentuées.

Dans les pays développés, les producteurs spécialisés dans les activités intensives en travail peu qualifié et les travailleurs peu qualifiés sont les grands perdants du libre-échange. Les premiers sont exposés à la concurrence des produits importés, les seconds sont davantage exposés au chômage ou voient leurs salaires se réduire sous l'effet d'une baisse de la demande de travail peu qualifié due à la spécialisation. Ainsi, dans les pays développés, les inégalités de revenus entre les travailleurs qualifiés et les travailleurs peu qualifiés se sont fortement



accrues depuis les années 1980. Les inégalités de revenus ont aussi augmenté dans les pays émergents.

Utilisation du document : En 2015, les 10% des Brésiliens les plus riches recevaient 55% du revenu national brut distribué au Brésil, soit plus de la moitié. Même constat pour les 10% les plus riches d'Inde. En Afrique du Sud, ce chiffre monte même à 65% ! (Les 2/3 du revenu national brut sont accaparés par les 10% les plus riches).

Globalement, à mesure que la mondialisation se développe au fil des années, on observe que les inégalités de partage de revenu sont de plus en plus fortes. Les 10% les plus riches captent une part toujours plus forte du revenu national brut.


A titre d'exemple, on observe qu'en 1985, les 10% des Indiens les plus riches se partageaient 35% du total du revenu national brut, contre 55% en 2012 soit une hausse de 20 points de pourcentages.

Les inégalités sont très fortes en Russie (voir Q1).

EC3 RAISONNEMENT S'APPUYANT SUR UN DOSSIER DOCUMENTAIRE

Pour ce sujet, il fallait développer quelques facteurs de structuration et de hiérarchisation de l'espace social parmi les suivants (*catégorie socioprofessionnelle, revenu, diplôme, composition du ménage, position dans le cycle de vie, sexe, lieu de résidence*).

La structure sociale est la manière dont la société se construit en produisant un système de hiérarchisation des positions sociales. Elle repose ainsi sur des groupes sociaux qui se définissent par l'inégal accès aux ressources. Ces inégalités ont de nombreux déterminants. C'est pourquoi nous allons montrer qu'il existe une multiplicité de critères pour rendre compte de la structure sociale. Ainsi, nous analyserons successivement l'influence du




niveau de diplôme, de la position dans le cycle de vie, de la composition du ménage, du sexe et du lieu de résidence sur la structure sociale.

L'un des critères de structuration de la société est le diplôme. En effet, le niveau de qualification d'un individu impacte son niveau de productivité. Par conséquent, les plus diplômés ont plus de facilités à s'insérer sur le marché du travail, où leurs compétences sont recherchées. Par ailleurs, les emplois qualifiés qui leur sont proposés sont généralement des emplois stables, valorisés socialement et bien rémunérés. A l'inverse, les actifs les moins qualifiés sont plus exposés au chômage, aux emplois précaires et aux plus bas salaires. Parce qu'il est cause d'inégalités sur le marché du travail, le diplôme est donc un critère structurant de la société française. On observe ainsi dans le document 2 qu'en France, en 2019, le revenu salarial annuel moyen d'un homme sans diplôme est de 17 400€ contre 44 410€ pour un homme titulaire d'un bac + 3 soit un écart d'environ 2,5. Même constat chez les femmes.

Ensuite, l'un des critères de structuration de la société est la position dans le cycle de vie. En effet, selon la théorie du cycle de vie, les individus suivent un « parcours de vie » caractérisés par des étapes d'âge de durées variables. Or, ces différentes étapes participent à structurer l'espace social, en particulier concernant l'accès au patrimoine, puisque les plus jeunes ménages s'endettent pour financer l'achat de certains biens de consommation et peinent donc à constituer un patrimoine. A l'inverse, les ménages plus âgés et en fin de vie ont accumulé un patrimoine important. Parce qu'elle génère des inégalités économiques liées au patrimoine, la position dans le cycle de vie est donc un critère structurant de la société française. On remarque dans le document 2 que le revenu salarial annuel moyen d'un homme de 25 ans était de 9 110€ contre 29 430€ pour un homme de plus de 55 ans soit un écart de 3 environ. Même constat chez les femmes avec un écart de 3 environ.


Par ailleurs, l'un des critères de structuration de la société est la



composition du ménage. En effet, le nombre de personnes présentes dans un ménage et la configuration familiale de celui-ci va avoir un impact fort sur son niveau de vie. Ainsi, les familles monoparentales sont plus exposées au risque de pauvreté, puisque l'entretien du ménage repose sur un seul revenu. Les familles nombreuses font aussi face à d'importantes dépenses. A l'inverse, les couples sans enfant, ou avec deux enfants et moins, bénéficient le plus souvent de deux revenus tout en ayant un niveau de dépense moindre. Parce qu'elle est la cause d'inégalités économiques, la composition du ménage est donc un critère structurant de la société française. Par exemple, selon l'INSEE, en 2016, les familles monoparentales sont celles qui connaissent la situation économique la plus difficile puisque 27.3% d'entre elles sont pauvres, soit 6 fois plus que les couples sans enfants et presque un quart d'entre elles connaissent des restrictions de consommation, soit une part de 17 points de % supérieure à celle des couples avec un enfant dans la même situation.

En outre, l'un des critères de structuration de la société est le sexe de l'individu. En effet, du fait de la socialisation différenciée par le genre, les individus ne se voient pas offrir les mêmes possibilités au sein de la société. Les positions les plus valorisées et dominantes sont majoritairement occupées par des hommes, puisque les qualités nécessaires pour les occuper sont davantage attendues chez les hommes, notamment durant la socialisation qui transmet des normes et des valeurs différentes aux hommes et aux femmes. On retrouvera ainsi les hommes davantage dans les emplois les mieux rémunérés, et beaucoup qui investissent beaucoup moins de temps dans les tâches domestiques. Par conséquent, il existe de nombreuses inégalités sociales et économiques liées au genre, raison pour laquelle il s'agit d'un critère de structuration de la société. Ainsi, on observe dans le document 2 qu'il y a un écart relatif de 19,2% à 27,2% entre le revenu salarial annuel moyen des hommes et celui des femmes.

Enfin, l'un des critères de structuration de la société est le lieu de




résidence. En effet, le territoire national n'est pas un espace homogène, mais au contraire morcelé entre les (grandes) villes et les campagnes. Or, ces différents espaces ne jouissent pas des mêmes infrastructures (de transport, commerciales, de loisirs, de santé...) et d'une implantation homogène des entreprises fournisseuses d'emploi. Par conséquent, les ruraux et les périurbains ont moins accès à certains services et à l'emploi que les citadins. Parce qu'il cause des inégalités économiques et sociales, le lieu de résidence est un critère de structuration de la société française. Ainsi, on apprend dans le document 1 que « le fait que les pauvres et les riches n'habitent pas du tout les mêmes quartiers représente une source d'inégalités considérables entre les enfants des différents milieux sociaux ». Certains sont confrontés au « chômage, à la pauvreté et aux difficultés d'intégration culturelle et à l'échec scolaire » alors que d'autres non.

En conclusion, la structure sociale se construit donc sur de multiples critères. Nous avons ainsi pu voir que les inégalités économiques et sociales pénalisaient plutôt les moins diplômés, les jeunes ménages, les familles monoparentales, les femmes et les ruraux. Par conséquent, le niveau de diplôme, de la position dans le cycle de vie, de la composition du ménage, du sexe et du lieu de résidence sont autant de critères qui participent à faire de l'espace social une structure sociale hiérarchisée.

DISSERTATION

Produire nécessite de combiner deux facteurs de production, le facteur travail et le facteur capital. La croissance économique, soit la hausse soutenue et durable de la production, s'explique donc par l'accumulation de facteurs de production. Les travaux économétriques sur la croissance menés à partir des années 1950 ont toutefois démontré que la contribution des facteurs de production ne suffit pas à expliquer la croissance. Nous allons présenter les différentes sources de croissance. Dans un premier



temps, nous montrerons que la croissance provient des facteurs de production. Nous verrons ensuite que la croissance s'explique également par des facteurs institutionnels.

I - L'accumulation et l'amélioration des facteurs de production est une source de croissance économique.

A-L'augmentation du facteur travail contribue à la croissance économique.

Pour produire, il faut combiner une certaine quantité de facteur travail et une certaine quantité de facteur capital.

Augmenter les facteurs de production permet de produire plus. Une main d'œuvre supplémentaire peut fabriquer plus de biens et fournir plus de services.

Un capital plus élevé (un investissement supplémentaire) permet de produire davantage.


Doc 1 : selon l'OCDE, en France, en 2018, le facteur travail et le facteur capital contribuent à hauteur de 1,9 point de % à la croissance du PIB (de 1,9%)

On parle de croissance extensive.

Aux USA, l'essentiel de la croissance repose sur l'accumulation des facteurs de production (2,1 points de %) sur la hausse du PIB de 2,9%.

B- L'amélioration des facteurs de production est aussi une source de croissance.

La croissance économique ne s'explique pas seulement par



l'accumulation des facteurs de production. En effet, une partie de la croissance économique repose sur l'amélioration de la qualité (de l'efficacité) de ces facteurs de production. C'est la productivité globale des facteurs de production qui explique aussi la croissance. L'augmentation de cette PGF provient du progrès technique (qui vient lui-même des innovations). Une main d'œuvre mieux formée est plus productive, plus efficace.

Du matériel plus performant, plus puissant, plus moderne permet de produire mieux et plus.

Un processus de production plus efficace et plus productif (taylorisme / fordisme).

Doc 1 : Selon l'OCDE, l'essentiel de la croissance de la Corée du Sud en 2018 reposait sur la productivité globale des facteurs de production : 2,3 points sur la hausse du PIB de 2,9% soit 88,5% de la croissance coréenne.

On parle de croissance intensive.

II - D'autres facteurs expliquent également la croissance.

A- L'accumulation d'autres formes de capitaux participe à la croissance.

Le capital technologique qui correspond à l'ensemble des connaissances relatives à la production. Ce sont les dépenses en recherche et développement (RD) qui sont source de croissance. Les innovations sont le résultat de recherches réalisées par l'Etat et les entreprises. A priori, plus il y a de recherche et développement, plus il y aura d'innovations.

C'est à l'Etat que revient le rôle de facilitateur et doit encourager



la RD car elle bénéficiera à tous les agents économiques et in fine contribuera à la croissance.

Doc 2 : Les dépenses de Recherche-Développement réalisées par les pays. La Corée du Sud consacre 4,8% de son PIB à la recherche et développement et compte 16,6 chercheurs pour mille actifs en 2020.

Le capital public correspond aux infrastructures de transports, de communication... routes, éclairage, chemins de fer, aéroports, ponts...

Ces infrastructures facilitent la production et les échanges et contribuent à la croissance économique d'un pays. Des infrastructures absentes ou vieillissantes sont autant d'obstacles à la production et à l'activité économique.

Le capital humain contribue à la croissance. Une population qualifiée est plus productive (et est capable d'innover).

Doc 3 : on observe un lien de corrélation entre les dépenses publiques d'éducation et le PIB/hbt. Les deux augmentent en même temps.

Plus les dépenses publiques d'éducation sont élevées, plus le PIB par hbt le sera également. Une population formée, qualifiée peut produire des richesses et augmenter ainsi le PIB d'un pays. C'est donc un lien de causalité.

Haïti a des DPE qui oscillent entre 1 et 2% du PIB (entre 2015 et 2019) et a un PIB/hbt faible (environ 1400 dollars constants). On comprend mieux pourquoi c'est l'un des pays les plus pauvres de la planète.

A l'inverse, la France a des dépenses publiques d'éducation qui représentent environ 5,5% du PIB entre 2015 et 2019. Dans le même temps, le PIB/hbt oscillait entre 36653€ et 38832 €

L'accumulation de capital humain, public et technologique permet également de favoriser le progrès technique grâce à des externalités positives de connaissances qui se diffusent à l'ensemble des acteurs économiques.



B- Un cadre institutionnel propice est également source de croissance.

Les activités économiques ont besoin d'un cadre institutionnel stable, fiable et solide. Les guerres, l'instabilité politique, la corruption, la violence sont autant de freins qui pénalisent le bon déroulement des activités économiques. Autant d'éléments qui n'incitent pas à innover et investir. Les entreprises investissent lorsqu'elles trouvent un environnement favorable d'où la nécessité d'institutions solides (lois, règlements, tribunaux...).

Parmi les institutions, on mettra l'accent sur les brevets. Sans brevet, aucun agent économique ne serait prêt à investir et innover car le fruit de son travail pourrait immédiatement être copié, imité, volé.

Doc 4 : « les brevets délivrés pour une durée de 20 ans à compter du jour du dépôt de la demande ».

Cela permet à l'innovateur de rentabiliser ses investissements (en temps et en argent) et empêche la concurrence de capter une partie des profits destinés à l'origine à celui qui innove.

Un système de brevet fiable incite à investir et à innover (et l'innovation est source de croissance).

Dans ce devoir, il s'agissait d'étudier les différentes sources de croissance. Nous avons montré que la principale source de croissance repose sur les facteurs de production. Nous avons ensuite démontré que la croissance reposait sur d'autres types de facteurs. Pour prolonger la réflexion, la recherche d'une croissance toujours plus forte est-elle vraiment compatible avec les préoccupations écologiques des citoyens et avec la raréfaction des ressources naturelles ? La décroissance est-elle alors une solution ?